

Par Sarah Rotz, Daniel Rück, and Sean Carleton\*



Des Mohawks de Tyendinaga se tiennent près du chemin de fer durant une action près de Belleville, Ontario, Canada, le jeudi 13 février 2020. Photo : Brett Gundlock/Bloomberg.

Le 7 février dernier, des policiers militarisés de la gendarmerie royale du Canada ont arrêté et expulsé des défenseur.e.s des terres Wet'suwet'en de leurs territoires non cédés, déclenchant des manifestations et des blocus dans tout le pays. Avec une grande partie du trafic ferroviaire du pays au point mort et des navires de transport incapables de déplacer des marchandises, les gens constatent que la désobéissance civile pacifique peut contribuer au mouvement #ShutDownCanada.

Alors que les actions de solidarité se sont multipliées, les politicien.ne.s canadien.ne.s, peu importe l'allégeance, ont eu du mal à réagir. Le 14 février, le chef de l'opposition conservatrice, Andrew Scheer, a qualifié les barrages ferroviaires et les perturbations politiques d'« illégaux » et a déclaré que les défenseur.e.s des terres autochtones et leurs partisan.e.s devaient « vérifier leur privilège ». Si la déclaration de Scheer était mal informée et arrogante, elle était surtout prévisible. Ce genre de déclarations est classique dans les sociétés coloniales comme le Canada et fait partie d'un type de

comportement proche de ce que l'intellectuel cherokee Daniel Heath Justice a nommé « Settlers With Opinions ».

Quand des mouvements comme Idle No More ou #ShutDownCanada font leur apparition, quand les Canadien.ne.s autochtones sont dérangé.e.s par les déclarations de nationalité et de souveraineté autochtones, les colons répondent souvent par ce qu'Eve Tuck et K. Wayne Yang appellent « moves to innocence », que l'on pourrait traduire par « déplacements vers l'innocence ». Tuck et Yang définissent les mouvements des colons vers l'innocence comme des « strategies to remove involvement in and culpability for systems of domination ». Ces « déplacements » ou ces « jeux » constituent un élément clé du guide de stratégie coloniale : les tactiques et les stratégies habituelles utilisées par les colons pour défendre le statu quo colonial. La violence et la coercition sont des éléments clés de ce guide; cependant, les colons utilisent également un certain nombre de manœuvres discursives pour maintenir les conditions matérielles du colonialisme. La connaissance et l'exhibition du guide de stratégie coloniale peut aider à contrer ces stratégies et à faire progresser la décolonisation. Nous offrons cette courte introduction au guide de stratégie coloniale en tant que colons et intellectuel.le.s militant.e.s.

## **Chapitre 1 : Déformer ou rejeter le passé**

L'une des stratégies les plus courantes du guide de stratégie coloniale consiste à déformer l'écriture de l'histoire pour protéger et privilégier la perspective coloniale. Dans *Les Damnés de la Terre*, l'écrivain anticolonialiste Frantz Fanon note que « le colon fait l'Histoire et sait qu'il la fait ». De même, des universitaires autochtones comme l'écrivaine sto:lo Lee Maracle soulignent constamment le fait que les Canadien.ne.s utilisent souvent une version déformée du passé pour justifier le colonialisme comme un « gros bon sens ». Dans certains cas, des pans du passé sont façonnés en une mythologie vertueuse (par exemple, l'histoire de la GRC), alors que d'autres pans sont complètement ignorés ou effacés (par exemple, les politiques de famine du gouvernement) ou bien rejetés, car trop difficiles à comprendre (par exemple, les traités et les accords de nation à nation).

Le premier ministre de la Colombie-Britannique, John Horgan, a eu recours à cette tactique le 12 février dernier alors qu'il déclarait que les militant.e.s de #ShutDownCanada engagé.e.s dans des barrages ferroviaires en Ontario « ne savent vraiment pas à quel point ces problèmes sont complexes ». Le blocus ferroviaire du

CN en Ontario a été entrepris par les Mohawks de Tyendinaga. La longue histoire des Mohawks et de leur engagement dans des blocus et des actions de solidarité démontre que les commentaires de Horgan étaient carrément faux. Pendant ce temps, reconnaissant que de nombreux colons « n'ont aucune idée » de l'histoire des relations entre les autochtones et les colons, les Mohawks ont utilisé le blocus pour éduquer celles et ceux qui veulent écouter et en apprendre davantage sur les accords de nation à nation qui régissent ces terres. Le sixième jour du blocus, ils ont sorti les ceintures de wampum à deux rangées pour clarifier et affirmer la relation découlant du traité de Niagara de 1764. Contrairement à ce que laissent entendre les commentaires de Horgan, les peuples autochtones tels que les Wet'suwet'en et les Mohawks ont une compréhension claire et précise de l'histoire et ils l'utilisent pour rappeler aux colons les accords fondateurs auxquels ils et elles sont soumis et qui fournissent le cadre d'une coexistence pacifique sur ces terres.

## **Chapitre 2 : Double discours et fourberie**

Une autre tactique dans le spectacle orchestré par le colonisateur est ce que nous appelons le double discours et la fourberie. Les relations entre les Premières nations et le Gouvernement du Canada sont historiquement définies par le mensonge et les promesses brisées. Par exemple, dans plusieurs traités, le Canada a promis des outils agricoles et des semences aux peuples autochtones des Prairies. C'était dans le contexte d'une famine en raison du déclin important de la population de bisons. L'historienne Sarah Carter a démontré les diverses façons par lesquelles le Canada a déshonoré sa parole, notamment en fournissant des outils agricoles de piètre qualité ou en en donnant les semences trop tardivement en saison. Il devenait donc impossible pour les fermiers autochtones de vendre leurs produits agricoles. De plus, le Canada et la Grande-Bretagne ont souvent négocié de mauvaise foi avec les Premières Nations. Il est régulièrement arrivé que ces deux pays envoient des négociateurs avec le contenu des traités déjà écrit et établi préalablement aux discussions avec les Premières Nations.

Le 11 février, Horgan affirme ce qui suit : « Nous sommes engagés dans un processus de réconciliation qui est toujours en cours. Ce processus se centre sur les droits, la souveraineté, la gouvernance par et pour les Premières Nations et l'autodétermination. Ces canaux de communications sont toujours ouverts. » Il a par la suite affirmé que le

gouvernement de la Colombie-Britannique s'est engagé dans la réconciliation de bonne foi et espère la voir aboutir, ajoutant que « c'est un processus partagé ».

Les mots complaisants de Horgan confirment que la réconciliation est un terme galvaudé et métaphorique. En réalité, les événements qui se déroulent actuellement sur le territoire Wet'suwet'en sont aux antipodes du dialogue, de la consultation, du partage et du respect mutuel prônés par l'État colonial. Le jour suivant les déclarations de Horgan, et deux mois après que la Colombie-Britannique ait ratifié la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des peuples autochtones, au moins vingt policiers de la GRC envahissent le territoire de la nation Wet'suwet'en. Ces policiers menacent la vie d'Autochtones non armés avec des armes de haut calibre et en les chassant de leurs territoires. Ceci est un exemple flagrant du double discours auquel nous faisons référence : l'usage d'un vocabulaire obscur pour camoufler une réalité violente et moins reluisante. Le double discours est un des outils de prédilection de l'État colonial lors de diverses prises de décision politiques. Les Premières Nations ont appris, par expérience, à reconnaître ce mécanisme de manipulation et à naviguer à travers celui-ci. Lorsque les leaders canadiens, à tous les paliers gouvernementaux, parlent de réconciliation et de partage, et ce, en ignorant les décisions juridiques et en dépossédant les peuples autochtones, ils sont en réalité trompeurs et malhonnêtes.



John Horgan, premier ministre de la Colombie-Britannique. 6 septembre 2017. Source : BC Gov News.

### **Chapitre 3 : Diviser pour mieux régner**

Les pouvoirs coloniaux font aussi usage de la stratégie « diviser pour mieux régner » afin de régner sur les peuples colonisés. Dans le cas de la nation Mohawk, le ministère des Affaires indiennes force, dans les années 1880, la communauté à accepter le système des conseils de bandes en leur promettant qu'elle pourra retourner à son système de gouvernement traditionnel si elle n'est pas satisfaite. Lorsqu'une majorité insatisfaite de Mohawks de Kahnawake demande de retourner à l'ancien système, le ministère annonce qu'ils auront besoin d'un consensus de 100 % de la communauté, un critère scandaleux et pratiquement impossible à obtenir.

Une stratégie similaire se déroule présentement sur les territoires Wet'suwet'en. Plusieurs politiciens et colons canadiens soulignent le fait que malgré que les chefs héréditaires Wet'suwet'en s'opposent au tracé proposé, vingt conseils de bande ont signé des accords de prestations avec Coastal GasLink. Comme l'a déclaré Horgan : « I think it's disingenuous to suggest that a handful of people can stop progress and success for people who have been waiting for a break like this for many, many years. » Ici, Horgan exploite les différents à l'intérieur de la nation Wet'suwete'en pour justifier le support du gouvernement envers le projet. Depuis sa fondation (et bien avant), le Canada a divisé les grandes nations autochtones en petites bandes en vertu de la Loi sur les Indiens, dispersant les propriétés foncières des Métis par le biais du système des certificats et en malmenant les gouvernements autochtones et les ordres juridiques existants. Ces efforts de division et de conquête sont bien documentés par les historien.ne.s et intimement compris par les peuples autochtones. Les gouvernements canadiens ont cultivé et utilisé ces divisions pour brimer les droits autochtones et leurs terres, et cela continue aujourd'hui.

### **Chapitre 4 : Paternalisme**

Une autre stratégie bien commune dans le guide de stratégie coloniale est le paternalisme : l'idée selon laquelle les ordres juridiques autochtones n'existent pas ou ne valent pas la peine d'être pris en considération, que les peuples autochtones ne sont pas civilisés et que l'assimilation est bénéfique. Chaque pan de l'histoire des relations autochtones-colonisateur est marqué par le paternalisme. Nul besoin de chercher bien loin. L'historien Ken Coates, par exemple, dans un récent éditorial, explique aux autochtones que #ShutDownCanada va à l'encontre de leurs propres intérêts. Coates

impose ici ses propres présuppositions morales et biais en définissant Idle No More comme plus « pacifique » et « légal », et par le fait même plus acceptable que les perturbations actuelles qui sont, pour Coates, cooptées par des militants anti-pipeline, ce qui suggère que la colère indigène est mal dirigée. Dans les conflits ouverts, comme en ce moment, de nombreux dirigeants et porte-parole des colons déploient une attitude arrogante. En réalité, les colonisateurs n'ont jamais eu raison quant à ce qui est bon pour les peuples autochtones : dépossession, pensionnats, extraction de ressources, rafle des années 60, Loi sur les Indiens, etc. Toutes ces choses ont été imposées aux peuples autochtones pour « leur propre bien » et ont causé (et causent toujours) d'immenses dommages.

### **Chapitre 5 : Invoquer l'état de droit**

Les colonisateurs réfèrent souvent à l'état de droit comme si le droit canadien était une réalité évidente et singulière. Pourtant, le Canada est marqué par le pluralisme légal : la common law, le droit civil et le droit autochtone coexistent et interagissent dans un environnement juridique complexe. Comme Kate Gun et Bruce McIvor soutiennent dans leur plus récent article, le droit autochtone et les titres ne dépendent pas de la reconnaissance par le droit canadien. Le colonisateur continue pourtant d'invoquer l'état de droit pour justifier son contrôle des territoires autochtones et légitimer l'accumulation de ressources par la dépossession. Le 13 janvier dernier, Horgan déclarait : « this project is proceeding and the rule of law needs to prevail in BC. » Lors d'une récente conférence de presse, le premier ministre Justin Trudeau déclarait que le Canada est « a country of the rule of law and we need to make sure those laws are respected. »

En faisant référence à l'état de droit, les colonisateurs naturalisent et universalisent leur propre conception de ce que le droit devrait être et ignorent l'ordre légal autochtone. Pour les colonisateurs, *notre* droit devient *la* loi. Les colonisateurs considèrent donc les peuples autochtones comme dépourvus de loi – comme étant sans loi. Stephen LeDrew avance cet argument dans son récent éditorial : « Canada should enforce the law with Wet'suwet'en anti-pipeline protests. » Un tel déni du droit autochtone est essentiel au maintien du contrôle colonial, car il permet aux colons de qualifier les peuples autochtones d'intrus et de contrevenants, tout en niant leur propre participation et leur culpabilité dans la poursuite de la violence contre les

peuples autochtones. Dans un contexte où les ordres juridiques autochtones sont ignorés et effacés, la réconciliation signifie l'intégration et l'inclusion des nations autochtones plutôt que la reconnaissance de leur souveraineté juridique.

#ShutDownCanada est en partie une réponse à ce refus.

## **Conclusion**

Les colonisateurs usent de stratégies pour maintenir le statu quo colonial : le rejet du passé, le double langage et la fourberie, diviser pour mieux régner, le paternalisme, l'appel à l'idée de l'état de droit et, bien sûr, la violence et la coercition. Notre souhait est qu'en exposant certaines de ces tactiques discursives du guide de stratégie coloniale – et en les replaçant dans leur contexte historique – nous puissions aider les colons à voir ces stratégies pour ce qu'elles sont. Nous souhaitons également montrer que les colons ont le pouvoir de choisir de quelle façon ils et elles peuvent réagir lors d'évènements tels que ceux que nous vivons présentement. Plutôt que suivre les chemins familiers de l'orgueil colonial, celui qui a conduit à tant de douleur et de dommages, nous invitons les colons à reconnaître les limites de leur connaissance et de leur expérience, et, enfin, d'écouter les Autochtones aînés, jeunes, universitaires et les gardiens du savoir autochtone. Dans le cas des chefs héréditaires Wet'suwet'en, leur appel est clair : la GRC doit quitter leur territoire et le projet du Coastal GasLink doit être mis en veille afin de permettre des négociations de nation à nation.

Nous avons entendu de braves gens qui mettent leur vie en danger dans les barrages ferroviaires dire qu'ils ne sont pas là pour eux-mêmes, mais pour les générations futures. Comme la Dre Karla Tait, directrice de programme pour les centres de guérison Unist'ot'en, le dit : les femmes Wet'suwet'en prennent position « to protect the lands for all the future generations that depend on it. » Les défenseurs agissent par amour et prennent des risques pour défendre la terre et la vie pour chacun d'entre nous. Plutôt que de déployer les mêmes vieilles stratégies et tactiques pour rabaisser les peuples autochtones et justifier la violence envers eux, nous voulons trouver des réponses génératrices de vie qui pourront aider à créer un nouveau guide basé sur le respect, de bonnes relations et la réciprocité.

\*Ce texte a d'abord été publié dans sa version originale anglaise sur *ActiveHistory.ca*. Nous vous en proposons une traduction, réalisée par Catherine Larochelle, Kharoll-Ann Souffrant et Florence Prévost-Grégoire.